

Claude Nigoul*

PARADOXES MÉDITERRANÉENS

Deux millions et demi de kilomètres carrés, soit un pour cent des espaces maritimes de la planète, la Méditerranée, enclose dans les terres de trois continents et ouverte sur les grands espaces océaniques par le seul goulet de Gibraltar, n'est qu'un modeste lac pour la géographie.

Pour son climat unique et recherché, ses paysages sublimes, ses richesses archéologiques, son patrimoine architectural et artistique sans égal, elle est la première destination du tourisme mondial dont elle représente plus du tiers.

La douceur de vivre qu'on lui prête n'est pas le moindre de ses attraits : poètes, musiciens, peintres de ses rivages n'ont cessé de la chanter. Dans la fantasmagorie universelle, Méditerranée rime avec harmonie.

Ce monde idyllique installé dans l'imaginaire universel se dissipe dans les réalités. La géographie, la première, le dément déjà.

Rien de paisible et de lisse dans l'image qu'en donnent les cartes, mais un espace biscornu, tourmenté, torturé, éclaté que le géographe sépare en deux bassins, l'occidental et l'oriental, divisés eux-mêmes en de multiples mers secondaires, golfes, rades ou baies. Une mer enfermée dans des rivages le plus souvent déchiquetés, pénétrée de péninsules et de caps agressifs et cloutée d'innombrables îles et îlots, aux côtes rarement avenantes et, pour les plus grandes, terres d'indépendance ombrageuse et, parfois, conquérante.

Là où la géographie voit dentelures, échancrures, crénelures, caches, repaires ou sanctuaires, l'histoire et la géopolitique ne voient que bruit et

* Claude Nigoul est ancien directeur de l'Institut européen des hautes études internationales. Il préside actuellement le « Club de Nice - Energie et géopolitique ». Il a publié : « La Méditerranée : mythes et réalités », dans le numéro 356 de la revue *l'Europe en Formation*.

fureur. Car cette mer tourmentée, ce lac exigü, est enchâssé dans un bassin que se partagent ou, mieux, que se disputent plus de vingt souverainetés, vingt-cinq si on prend en compte des entités au statut ambigu, comme la république de Saint Marin ou l'Autorité palestinienne, trente si on inclut les riverains de la mer Noire, et bientôt davantage si les processus d'implosion de certains Etats riverains, actuellement à l'œuvre, arrivent à leur terme.

Comment dès lors s'étonner si « le Monde Méditerranéen », pour reprendre l'expression de Fernand Braudel si révélatrice de son ambivalence, a été tout au long de l'histoire, et demeure aujourd'hui, un théâtre permanent de conflits et de tensions ?

Entre cacophonie permanente et symphonies inachevées

Loin d'être en régression, la conflictualité méditerranéenne ne cesse d'être alimentée par de nouveaux brandons qui ravivent les braises anciennes ou allument de nouveaux foyers. Il y a, bien sûr, les tensions toujours latentes autour de frontières disputées d'Etats, souvent taillés à l'emporte-pièce par l'histoire des conquêtes et des colonisations, et toujours contestées par les communautés linguistiques, ethniques, religieuses ou historiques qu'elles déchirent. Ainsi en va-t-il du Pays Basque aux Balkans, du Maghreb au Machrek, avec la place éminente qui revient au Proche-Orient. Partout une même causalité est à l'œuvre : l'incapacité des peuples de la Méditerranée à vivre en paix.

S'y ajoutent aujourd'hui des facteurs nouveaux qui menacent d'aviver encore les conflits en cours et de raviver ceux qui étaient en sommeil.

Tel est le cas de la découverte de réserves considérables d'hydrocarbures en Méditerranée orientale, tant dans le sous-sol d'Israël que off shore au large de ses côtes et de celles des autres pays de la région. Les convoitises que suscite ce que certains considèrent comme un possible Eldorado pétrolier et gazier sont autant de nouvelles occasions de disputes pour y accéder. Elles ouvrent la boîte de Pandore du partage des zones économiques exclusives dans cet espace maritime, bouchent plus encore les perspectives de la création d'un Etat palestinien, et donnent une nouvelle jeunesse aux tensions gréco-turques.

Tel est plus encore le cas de la déstabilisation des pays arabes du fait des convulsions qui ont renversé le régime de certains et menacent de le faire pour d'autres. Au-delà de la réjouissante élimination de tyrans corrompus et de la tentative des peuples de s'appropriier leur destin, se profile aussi la menace d'une régression vers l'intolérance et le fanatisme que fait peser, sur des sociétés volatiles et fragilisées, l'activisme de courants dévoyés de l'islam partout désormais à l'œuvre.

La Méditerranée n'est certes pas un monde de paix, même si le rameau d'olivier est son symbole. Paradoxe de toujours entre ces hymnes récurrents à la paix qui enflamment le discours des politiciens, le chant des poètes, le prêche des religieux, la prose des littérateurs, et la réalité des conflits de voisinage aussi bien que celle des embrasements déclenchés par des incendiaires exotiques, mettant au service de leurs causes extérieures le caractère hautement inflammable de la zone.

Mais cette invocation de la paix désirée, espérée, attendue, est-elle autre chose que la confirmation de la fatalité d'une violence méditerranéenne irréfrenable et l'évasion désespérée dans une incantation réitérée à satiété ?

Lorsque l'amiral américain Alfred Mahan déclarait, en 1902, « la Méditerranée appartiendra à un seul maître, tombera sous l'hégémonie d'une puissance dominante qui poussera ses avantages dans toutes les directions, ou sera le théâtre d'un conflit permanent... », il ne lançait pas une prophétie, mais constatait une évidence, maintes fois vérifiée par l'histoire. Tel fut le rôle des grands empires, de Rome jusqu'à l'Angleterre, et même du condominium qu'exerçaient l'Union soviétique et les Etats-Unis pendant la guerre froide. Fauteurs de guerre et, en même temps, faiseurs de paix, les uns comme les autres s'employaient à un minimum de stabilité dans la région pour préserver au mieux leurs intérêts.

Ces temps sont, au moins provisoirement, révolus, et cette stabilité c'est maintenant dans la construction de l'unité qu'on espère la trouver. Objectif ambitieux dont la réussite reste bien hypothétique au vu des expériences, passées ou actuelles, car l'unité comme antidote des poisons d'une diversité mortifère a fait l'objet de multiples tentatives et d'autant d'échecs ou d'enlisements

Les uns visaient à associer et à coordonner dans un même ensemble des pays qu'une communauté de nature, d'intérêts ou de destin, rapprochait logiquement. Tels furent les différents avatars d'unité arabe dont le colonel Nasser fut le champion avant qu'un autre colonel, Mouammar Kadhafi, ne s'y essaye à son tour. Toutes ces tentatives furent autant d'échecs, ni la volonté hégémonique de l'Egypte ni les palinodies du chef de la Jamahiriya libyenne n'ayant permis de fédérer la Syrie, le Liban, la Jordanie ou l'Irak, et encore moins l'ensemble du monde arabe. Tout aussi significatives de la reluctance des pays de la rive sud à toute forme d'intégration effective sont les tribulations de l'unité maghrébine. Bien qu'à géométrie variable, cette région dont on ne sait trop si on doit y inclure la Libye et la Mauritanie, semblait se prêter, au moins dans son noyau central de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc, à une union que pouvait favoriser la relative uniformisation liée au passé récent de l'administration coloniale française. Ayant accédé à l'indépendance, ces trois pays créaient dès 1964 le Comité

Permanent Consultatif Maghrébin qui pouvait constituer l'amorce d'une fédération régionale. Ouvert à la Libye, il ne cessa d'être paralysé par les dissensions entre les différents dirigeants, les tentatives dissidentes et la création de coquilles vides dont la dernière en date est, depuis 1989, l'Union du Maghreb Arabe, prisonnière des différends entre pays et empoisonnée par l'enlèvement du conflit du Sahara occidental.

Les autres, au nom du mythe d'une Méditerranée unie, ambitionnent de créer un espace de coopération renforcée et administrée en commun à la dimension de toute la zone.

Elles ont toutes la caractéristique de se fonder sur des initiatives européennes, c'est-à-dire d'inclure la Méditerranée dans la dynamique qui porte l'unification de l'Europe. On peut faire remonter aux années 70 les débuts réels de ce mouvement avec la mise en route de la politique méditerranéenne de la Communauté, réseau d'accords économiques et commerciaux conclus avec la plupart des pays de la rive sud en vue de l'accroissement des échanges et pour aider à leur développement. Au-delà de cet objectif, elle avait l'ambition d'être un facteur de rapprochement non seulement nord-sud, mais entre les Etats du sud également. Minée par les problèmes politiques de la zone et par les différentes polarisations mal conciliables suscitées par le conflit du Proche-Orient, elle allait être reléguée au second plan par la chute du mur de Berlin et la priorité donnée par la Communauté européenne à l'aide au redressement économique des pays d'Europe centrale et orientale. C'est pour contrebalancer cette prédilection qu'a été lancé, en 1995, le partenariat euro-méditerranéen, dit processus de Barcelone, qui réunit les vingt-sept membres de l'Union européenne et dix Etats du sud. Autant dire que ce partenariat, qui n'a de méditerranéen que le nom mais qui nourrit de vastes ambitions, non seulement économiques, mais aussi politiques, sociales et culturelles, souffrait dès sa naissance d'un grave handicap qui peut se résumer ainsi : « Qui trop embrasse mal étreint ». Face à ce qu'il faut bien considérer comme un échec, le président français Nicolas Sarkozy prenait alors l'initiative dès son élection de lancer « l'Union méditerranéenne » qui devait regrouper tous les pays riverains de la Méditerranée. L'opposition des partenaires de l'UE écartés de ce projet du fait de leur position géographique et peu enclins à laisser la France renforcer sa place en Méditerranée, aboutit à sa dilution dans une « Union pour la Méditerranée » regroupant partenaires du sud et la totalité des membres de l'UE, dans une configuration comparable à celle du processus de Barcelone. Les mêmes causes provoquant les mêmes effets, cette union n'avait donc guère de chances de réussite. Elle est maintenant assurée de son échec du fait des convulsions qui ont saisi les pays arabes et de la non-réélection de son promoteur.

Le mythe Méditerranée

Théâtre permanent du conflit et incapable de se doter d'autres moyens de régulation que ceux que la domination du plus fort, autochtone ou étranger, lui impose, la Méditerranée apparaît comme un permanent paradoxe entre le rêve et le réel. L'imaginaire et la réalité s'y heurtent, se déniaient et se démentent dans une schizophrénie que reflètent les innombrables mythes dualistes, fondateurs des cultures, des religions et des hérésies, dont elle est le lieu d'élection.

Alors se pose la question, ontologique par excellence, sur laquelle butte toute réflexion : la Méditerranée elle-même est-elle un mythe ? C'est-à-dire une construction de l'esprit en même temps qu'une aspiration fondamentale ? Pour paraphraser le grand méditerranéen que fut Paul Valéry, « le nom de tout ce qui n'existe et ne subsiste qu'ayant la parole pour cause » ?

Cette question n'est ni oiseuse ni futile, car des réponses qu'on lui donne dépendent les explications de situations bien concrètes, les raisons de bien des échecs, les fondements de bien des erreurs dont l'impuissance à s'unir n'est pas des moindres. La Méditerranée existe-t-elle autrement que dans l'imaginaire des hommes qui la proclament ou, dans une formulation moins provocatrice, qu'est-ce que la Méditerranée ? Ou, ainsi que certains l'affirment, la Méditerranée est-elle une invention ?

Comme le déclarait récemment l'historien Henry Laurens : « Si nous n'étions pas en 2010 mais aux alentours de 1800, la Méditerranée n'existerait pas (...) ce que l'on appelait la Méditerranée désignait d'une part notre petite Europe méditerranéenne – c'est-à-dire l'Italie, la péninsule ibérique et la France – et, d'autre part, l'Orient qui se divisait lui-même en deux parties : le Levant pour la Méditerranée orientale et la Barbarie pour le Maghreb actuel »

Ce seront les géographes qui, les premiers, à partir d'une unité climatique régionale affirmée, envisageront la Méditerranée comme un ensemble cohérent et en feront un objet d'étude autonome. Ce point de départ est essentiel dans la construction du mythe méditerranéen, car en découlent les deux traits qui le définissent.

D'une part, tout d'abord, la conception englobante de la Méditerranée qui aujourd'hui est reçue comme allant de soi et qui mêle intimement dans un même ensemble, la mer et les terres qui l'entourent, toutes soumises à une même influence climatique. Ce climat unificateur rend les deux éléments indissociables, fonde l'unité de ce monde méditerranéen. C'est ce que l'écrivain Gabriel Audisio, poète militant du rassemblement de toutes les cultures méditerranéennes, exprime avec quelque emphase : « Il ne fait pas de doute pour moi que la Méditerranée soit un continent, non pas un lac

intérieur, mais une espèce de continent liquide aux contours solidifiés. »

D'autre part, la mythologie, unanimement proclamée, de la « mère Méditerranée », creuset de la civilisation. Car ce climat n'est pas n'importe quel climat : c'est un climat tempéré qui se caractérise par sa douceur, son équilibre, ignorant des extrêmes, c'est un climat « civilisé » qui, de concert avec l'industrie humaine, sculpte un paysage à hauteur d'homme.

Renan exaltera « ces beaux lieux, ces rivages éclairés. C'est là que l'humanité a germé, ailleurs restée en semence ». Et Nietzsche de s'exclamer : « ...la Provence, Florence, Jérusalem, Athènes, tous ces noms prouvent la même chose : le génie dépend d'un air sec, d'un ciel pur. Avec Elisée Reclus, le géographe rejoint alors les écrivains, lui pour qui la Méditerranée est « ce grand médiateur qui modère les climats de toutes les contrées riveraines » en même temps que « les terres émergées que l'homme habite », ce peuple de la Méditerranée dont elle est « la patrie ».

Voici donc la géographie qui fournit la première approche d'ensemble, qui littéralement invente la Méditerranée. Démarche à l'évidence idéologique que Fernand Braudel fait sienne lorsqu'il affirme, dans sa préface, que « rien n'est plus net que la Méditerranée de l'océanographe, du géologue ou même du géographe : ce sont là domaines reconnus, étiquetés, jalonnés. » Mais affirmation audacieuse car elle concorde difficilement avec les réalités compliquées que, précisément, met en évidence l'analyse géographique elle-même.

Ainsi en va-t-il d'abord de la mer proprement dite dont l'unité n'est certes pas la caractéristique dominante et forcément reconnue. Cette mer au profil tarabiscoté en est-elle une ou n'est-elle qu'un diverticule de l'océan Atlantique ? La géographie qui enseigne sa pleine dignité entretient la confusion sur sa nature et sa consistance même. Mer semi fermée, dit-elle, en lui donnant trois ouvertures sur d'autres espaces maritimes : le détroit de Gibraltar sur l'Atlantique, le canal de Suez sur la mer Rouge, les détroits turcs sur la mer Noire. Seul le premier est pertinent. Le deuxième ne doit rien à la nature : création du génie des hommes, il n'est qu'un artifice à la merci de leur bon vouloir et des aléas de leurs relations. Quant au troisième, il est loin de faire l'unanimité, nié par les riverains de la mer Noire qui, opportunément, revendiquent le caractère méditerranéen de cette dernière dès lors qu'ils y trouvent un intérêt pour leur cause. Ainsi le fit, pendant la guerre froide, la diplomatie soviétique au nom de sa politique « la Méditerranée aux Méditerranéens », manière de prétendre évincer la VI^e Flotte américaine de ce théâtre essentiel de la guerre froide.

Et, déjà, la confusion s'installe dans ce qui semble le plus évident : la topographie. Et que la toponymie, avec toutes les arrière-pensées et les présupposés qu'elle véhicule, ne cesse d'aggraver. Car cette mer est faite de

« sous-mers » : mer Egée, mer Adriatique, mer de Marmara, mer Ionienne, mer Tyrrhénienne, nomenclature qui n'est évidemment pas innocente et exprime bien plus qu'une imagination toponymique au service d'une diversité anecdotique.

Que dire alors du littoral des pays qui la bordent ? Jusqu'où est-il méditerranéen ? Question à laquelle il faut bien répondre tant il est évident que l'emprise de la souveraineté politique ne garantit pas l'appartenance au « Monde Méditerranéen ». C'est donc encore à la géographie qu'incombe la recherche d'un monde méditerranéen cohérent, à défaut d'être homogène, d'en tracer, fût-ce approximativement, les limites, de dire jusqu'où peuvent être considérés comme méditerranéens les pays riverains dont la plupart ne le sont, à l'évidence, que partiellement, dans leurs rivages qui la bordent et l'arrière-pays qui les prolongent. Certes la France est un pays méditerranéen mais tout autant atlantique. Et si Marseille, Nice ou Perpignan peuvent se réclamer de cette appartenance, qu'en est-il de Brest, de Valenciennes ou, plus symboliquement significatif, de Paris. Et que dire du Portugal, reconnu méditerranéen dans les classifications internationales, à commencer par celles de l'Union européenne, qui n'a pourtant de façade qu'océanique et dont le territoire ne se trouve, en aucun endroit, à moins de plusieurs centaines de kilomètres de ce monde auquel on le rattache ?

La géographie physique fournit là les critères les plus commodes et les plus opérationnels : ce sera alors la ligne de partage des eaux, la zone où règne le climat dit méditerranéen ou, plus bucolique, les limites de la culture de la vigne et de l'olivier. Tout cela détermine un paysage assez largement commun aux zones littorales et à leur arrière-pays et aide finalement à donner une base territoriale à ce monde.

Tout autre, par contre, est le tableau que brosse la géographie humaine. Quel est ce peuple de la Méditerranée dont parle Elisée Reclus ? A l'observateur, il apparaît comme un empilage sans cesse à l'œuvre, de sédiments déposés tout au long de l'histoire, produits d'incessantes turbulences démographiques.

Cette bigarrure de peuples est, d'abord, la conséquence des brassages liés aux échanges de proximité, de voisinage, d'inspiration principalement économique et commerciale, que la mer, voie de communication privilégiée, a très tôt facilités. Mais elle est, surtout, la résultante des grands mouvements historiques de déchaînement de la violence conquérante qui portent les envahisseurs et soumettent ou chassent les vaincus. Ils ajoutent alors aux peuplements précédents des strates nouvelles de populations venues d'ailleurs, sans autre lien avec la Méditerranée que le tropisme qui les pousse et les installe sur ses rives. Au mitan du premier millénaire, sur les ruines de l'empire romain d'Occident, Wisigoths, Ostrogoths et Vandales, partis des rives de la Baltique et des profondeurs de l'Europe

germanique, font de la Méditerranée occidentale un monde barbare. Leur succéderont les Arabes venus des déserts de la péninsule arabe avant que n'arrivent les Turcs, désormais appelés Ottomans, originaires descendus de l'Asie centrale. Les uns comme les autres établiront en Méditerranée des empires séculaires, développeront de nouvelles civilisations, installeront leurs dieux jaloux et bouleverseront ses peuplements antérieurs en les ensemençant de façon durable. A ces mouvements telluriques aux épices lointains, se combineront les déplacements de population endogènes, conséquence d'une violence endémique, politique, économique, culturelle ou sociale, ajoutant de nouvelles strates à cet empilement continu. Dans des temps relativement récents, la déportation des Arméniens de Turquie, l'exode des juifs vers Israël comme des pieds noirs d'Algérie vers la France, ont dramatiquement marqué la chronique toujours ouverte des migrations en Méditerranée. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, ces mouvements chroniques de population ont pris une nouvelle tournure sous l'influence des déséquilibres démographiques et économiques entre le nord et le sud de la région. L'équation en est bien connue : sous-développement du sud poussant ses habitants vers un nord développé ; insuffisance de main-d'œuvre au nord, en déclin démographique grandissant, face à un sud en croissance démographique élevée. De cette sorte de complémentarité historique est né un mouvement mal contrôlé qui a pris, au cours des dernières décennies du siècle, des proportions progressivement intempestives, appauvrissant le sud de sa richesse humaine, dépassant les capacités du nord d'un accueil digne et convenable de ces populations.

Après un demi-siècle, force est de constater que cet épisode, conjugué à tous ceux qui précédemment ont fait de la Méditerranée un kaléidoscope de peuples, est en passe de brouiller son paysage humain jusqu'à le rendre illisible. Immigration de travail à l'origine et, à ce titre, provisoire, ce mouvement s'est transformé en une immigration de peuplement sans perspective de retour. Le sud y a perdu les bénéfices qu'il retirait des remises améliorant significativement les recettes nationales, et le surcroît de qualification acquis au nord par ses émigrés. Le nord y a trouvé un accroissement important de ses charges et des tensions économiques, politiques, culturelles et sociales déstabilisatrices.

La sédentarisation définitive de millions de nouveaux arrivants qui font souche est souvent présentée comme un précieux facteur d'enrichissement, une fertilisation irremplaçable des sociétés qu'il affecte, et on y voit volontiers l'occasion d'une mise à l'épreuve des valeurs humanistes dont la Méditerranée serait consubstantiellement porteuse. Le débat que suscite cette interprétation connaît aujourd'hui une vivacité accrue du fait de l'accélération des flux migratoires que provoquent aussi bien la conjoncture

internationale violente que l'émergence d'un monde où les frontières sont dévaluées, les communications facilitées et l'information généralisée. Certes, cette fluidité planétaire des migrations n'est pas un monopole méditerranéen mais elle prend ici une dimension particulière du fait de l'étroitesse de l'espace méditerranéen qui en amplifie les effets et la résonance. Mais, jusque-là, les mouvements migratoires de la région s'inscrivaient dans un contexte de proximité. Les choix de destination étaient très largement la conséquence de la colonisation de l'Afrique du nord par les puissances européennes et des familiarités nord-sud qui en ont découlé et ont perduré au-delà des indépendances. Il s'agissait, en définitive, de mouvements domestiques, de migrations intra-méditerranéennes.

En ce début de XXI^e siècle se dessine une configuration radicalement différente que l'on peut ainsi esquisser :

1 - Développement des migrations sud-sud dont l'importance a été mise en évidence par le conflit libyen qui a chassé de Libye vers la Tunisie et l'Égypte plus d'un million de travailleurs.

2- Apparition de courants d'émigration significatifs dans les pays de la rive nord. Engendrés par la crise économique qui ébranle l'Europe depuis 2008, ils emportent vers des zones de moindre turbulence, en Europe du nord et au-delà, des sans emploi de plus en plus nombreux, le plus souvent jeunes et sans espoir, déterminés à l'exil vers des horizons meilleurs. Les pays concernés sont, naturellement, ceux qui sont le plus touchés par la crise. En 2010, dernières statistiques disponibles, 120 000 personnes ont quitté la Grèce, plus d'un demi-million l'Espagne, 100 000 le Portugal. Dans les deux premiers, pays d'immigration depuis des décennies, le solde migratoire est ainsi devenu négatif.

3- Mais le phénomène le plus lourd de conséquences pour une identité méditerranéenne de plus en plus improbable, est l'arrivée massive, en Italie et en France notamment, d'une immigration extra-européenne venue d'Afrique sub-saharienne et d'Asie, essentiellement clandestine, parfois en transit vers l'Europe septentrionale, parfois installée dans la précarité, en attendant une régularisation et un permis de séjour, préludes à une installation durable.

Faut-il voir dans ce bariolage démographique la promesse d'un métissage positif ou l'annonce d'un chaos démographique ? Difficile en tout cas d'y trouver la marque d'une identité méditerranéenne, creuset d'une culture plurielle faite depuis toujours des fertilisations croisées de cultures particulières, certes diverses, mais toutes frappées du même sceau de la « méditerranéité ». Cette Babel ne semble guère compatible avec la survivance d'une identité commune qui, au-delà des différences d'origine,

de langue, de religion, et des nationalités, exprimerait une unité réelle dans le respect de ces diversités.

On laissera à Braudel le mot de la fin : « Qu'est-ce que la Méditerranée ? Mille choses à la fois, non pas un paysage, mais d'innombrables paysages, non pas une mer, mais une succession de mers, non pas une civilisation, mais des civilisations entassées les unes sur les autres. »

Autant dire que son unité reste un mythe. Sera-t-il, de par la volonté des hommes, un mythe fondateur ?